

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Accueil des chercheur·ses américain·es : un coup de comm' avant tout

Le 5 mai, Emmanuel Macron a déclaré que 100 millions d'euros seraient débloqués pour accompagner l'accueil en France, par les universités et les organismes de recherche, des chercheur·es américain·es victimes de la politique de l'administration Trump. Cette déclaration intervient une semaine après qu'une nouvelle coupe budgétaire de près de 400 millions d'euros pour l'enseignement supérieur et la recherche (ESR) a été décrétée. Rendre d'une main un quart de ce qui a été retiré de l'autre est non seulement malhonnête, indécent, voire insultant, mais relève également d'un tour de passe-passe. En effet ce montant sera prélevé sur les crédits de France 2030 et sera conditionné à une contribution des établissements accueillant du même montant. Cet escamotage ne trompe plus personne et la réalité quotidienne des personnels ne sera pas améliorée par ces annonces, bien au contraire. En effet le président de la République a réaffirmé la nécessité de "réformer en profondeur" l'ESR, une réforme dont on connaît d'ores et déjà les principes (dé-)structurants :

- la transformation radicale des modalités de financement de l'ESR, avec une territorialisation accrue (COMP - contrats d'objectifs, de moyens et de performance - sur 100% de la subvention pour charge de service public, ce qui en particulier soumet les emplois et l'ouverture de places dans les formations aux conditions dictées par le politique) ;
- le recours systématique aux contractuel·les ;
- l'accroissement de la recherche partenariale avec les entreprises, le ciblage de thématiques de recherche à courte vue et l'"innovation" en lieu et place de la recherche ;

Fortement inspirée du système de recherche "étasunien", qui en trois mois à peine a permis de détruire des pans entiers de recherche, la réforme souhaitée par Emmanuel Macron ne peut que placer notre système d'enseignement et de recherche dans la même fragilité.

Selon lui, elle doit permettre de continuer d'attirer les meilleur·es. Mais sur quels emplois quand actuellement les jeunes chercheurs et chercheuses sont obligé·es d'enchaîner les contrats faute de postes ouverts au concours alors que les besoins d'encadrement sont criants ?

Avec 90 000 étudiants de plus en 2022 dans les établissements publics dépendant du MESR, si l'État avait voulu maintenir le taux d'encadrement de 2017 par des enseignant·es et enseignant·es-chercheur·es titulaires, 5 000 enseignant·es et enseignants-chercheur·ses titulaires de plus auraient dû être recruté·es. Or sur cette période, les établissements ont perdu 1 250 emplois titulaires et le nombre de contractuel·les n'a augmenté que de 825 emplois, soit au total une baisse de 425 emplois d'enseignant·es titulaires et contractuel·les.

Loin de l'opération de communication tous azimuts du président de la République et du ministre de l'ESR, le SNESUP-FSU réaffirme l'urgence d'un véritable plan d'investissement à la hauteur des besoins de l'enseignement supérieur et de la recherche publics.

Paris, le 7 mai 2025